

Abdoulaye Seck  
Founty A. Fall  
Ndeye Khady M. Diop  
Fatoumata L. Diallo  
Karamoko Camara

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion  
Université Cheikh Anta Diop  
Dakar, Sénégal

Dakar, le 9 février 2016

A Madame la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance

**Objet : Invitation à participer à un séminaire de partage de résultats de recherche**

**Date : Jeudi 18 février 2016, 15h00-18h00**

**Lieu : Hotel Al-Afifa, 46 Rue Jules Ferry, Dakar, Sénégal**

Madame,

Nous venons par cette présente vous convier au séminaire de partage de résultats d'un travail de recherche intitulé « **Entreprenariat Féminin, Marché du Crédit et Performance des Entreprises au Sénégal** ». Ce travail s'est inscrit dans le cadre de l'initiative *Policy Analyses on Growth and Employment* (PAGE) du réseau *Partnership for Economic Policy* (PEP) de l'Université de Laval (Québec), avec un soutien financier des gouvernements britannique (UK Aid) et canadien (CRDI).

Une des contraintes majeures auxquelles font face les entreprises au Sénégal, en particulier les PME, est l'accès au financement. De récentes données suggèrent en effet que moins d'une firme sur cinq bénéficie de concours bancaire. Cette difficulté d'accéder au crédit signifie potentiellement une impossibilité d'accumuler du capital et de saisir les opportunités de développement et d'expansion offertes par le marché.

L'objet de l'étude, qui est à sa phase finale, est d'une part de comprendre les mécanismes générateurs de ces contraintes sur le marché du crédit, et d'autre part de mesurer leur impact sur la performance des entreprises, afin d'en tirer des implications en matière d'interventions publiques. Un accent particulier sur la dimension genre en testant l'idée communément admise que ces contraintes pèsent plus sur les femmes entrepreneurs.

Les résultats ont suggéré une série de facteurs explicatifs de l'accès au crédit, en particulier le niveau d'éducation du manager, la structure de propriété du capital (domestique/étranger), le secteur d'activité et la nature des relations avec le secteur bancaire. Le genre apparaît comme un facteur non-discriminant, tout au moins lorsqu'il s'agit d'accéder au crédit. Un autre résultat suggère que l'amélioration de l'accès au crédit a un effet très significatif sur la performance des entreprises, avec des gains de productivité pouvant aller jusqu'à 20%. De ces résultats

1  
9 FEB 2016  
J 26

découlent des implications importantes en matière de politique de promotion de l'entrepreneuriat, du fonctionnement du marché du crédit et de la performance des entreprises.

L'objet de ce séminaire est de partager ces résultats et de discuter de leurs implications et portée avec les responsables politiques, les acteurs du secteur privé, les organisations féminines, le secteur financier et les médias. Il est espéré de cette rencontre une appropriation des résultats par ces différents acteurs, en particulier les organismes publics en charge de la promotion du secteur privé, et l'enrichissement du travail par des contributions de différentes expertises.

L'équipe de recherche serait honorée de vous compter parmi les participants et attend vivement votre contribution dans les échanges. Merci de confirmer votre participation par email ou par téléphone (voir adresse et numéros ci-dessous)

Tout en comptant sur votre active participation, nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Abdoulaye Seck  
Maitre de conférences agrégé en Economie  
Chef d'équipe  
Tel. (portable) : 77.330.13.03  
Tel. (bureau) : 33.859.23.59 (ext. 126)  
Email : [abdoulaye.seck@ucad.edu.sn](mailto:abdoulaye.seck@ucad.edu.sn)

**Pièces jointes :**

- (i) Policy brief (résumé explicatif du contenu du travail)
- (ii) Programme du séminaire

Séminaire de partage de résultats de recherche

## « **Entrepreneuriat Féminin, Accès au Crédit et Performance des Entreprises au Sénégal** »

Abdoulaye Seck, Founty A. Fall, Ndeye Khady M. Diop, Fatoumata L. Diallo, Karamoko Camara

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion  
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Jeudi 18 février 2016, 15:00-18:00  
Hôtel Al-Afifa, Dakar

### PROGRAMME PROVISOIRE

15:00 – 15:30	<b>Arrivée des participants</b> <b>Mots de bienvenue et d'ouverture</b> Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance
15:30 – 16:00	<b>Présentation:</b> <b>« Entrepreneuriat Féminin, Accès au Crédit et Performance des Entreprises au Sénégal »</b> Abdoulaye Seck, professeur d'Economie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
16:00 – 16:30	<b>Pause café/snack</b>
16:30 – 17:10	<b>Discutants (panel)</b> - Union des Femmes Chefs d'Entreprises (UFCE) - Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin, Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance - Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) - Agence de Développement et d'Accompagnement des PME (ADPME)
17:10 – 17:50	<b>Discussion générale</b>
17:50 – 17:55	<b>Réponses aux interventions</b> Abdoulaye Seck
17:55 – 18:00	<b>Clôture</b> Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance



## Entrepreneuriat féminin, accès au crédit et performance des entreprises au Sénégal

By Abdoulaye Seck, Abdelkrim Araar, Karamoko Camara, Fatouma L. Diallo, Ndeye K.M. Diop and Fouty A. Fall

En 2012, avec l'appui financier du Département du Royaume-Uni pour le Développement International (UK Aid) et du Centre de recherches en développement international (CRDI) du Canada, PEP a lancé un nouveau programme de recherche et de renforcement des capacités pour « l'analyse de politiques liées à la croissance et l'emploi » dans les pays en développement.

Ce document résume les principaux objectifs et résultats issus de l'un des projets sélectionnés et soutenus dans le cadre de la première phase de mise en œuvre du programme (2013-2014).

Dans cette étude, des chercheurs locaux examinent la présence de discrimination dans l'accès au crédit pour les femmes au Sénégal, et les effets sur la performance des entreprises

### Entrepreneuriat féminin au Sénégal

Le paysage du monde des affaires au Sénégal a connu dans la période récente une évolution favorable de l'entrepreneuriat féminin. Entre 2007 et 2014 en effet, la part des firmes dirigées par des femmes est passée de 23,8% à 32,1%. En particulier, pour ce qui est des créations de nouvelles entreprises (start-ups), l'incidence féminine est passée de 25% à 38,1% de 2000 à 2010.

En outre, étant donné que les entreprises dirigées par des femmes ont tendance à employer plus de travailleurs (un surcroît de 16,2%, en particulier des femmes) que celles dirigées par des hommes, toute politique de promotion de l'entrepreneuriat féminin pourrait grandement contribuer à élargir la base productive de la nation, réduire le sous-emploi et le chômage, générer de la richesse additionnelle et réduire la pauvreté et la vulnérabilité.

En dépit de ce potentiel économique et social, la croyance que les femmes entrepreneures font face à une discrimination persiste, notamment au niveau de l'accès au crédit. Cette croyance a d'ailleurs été l'un des éléments de rationalisation des politiques publiques de gouvernements successifs au Sénégal, qui sont allés jusqu'à ériger un Ministère en charge de l'entrepreneuriat féminin, de même qu'à établir un Fonds devant offrir des crédits aux femmes entrepreneures à des taux très avantageux, dans le souci d'améliorer leur accès aux financements externes.

Comme ce fut le souvent le cas, l'absence de fondements empiriques devant guider ces actions publiques a contribué à réduire la portée de ces dernières. Il est vrai qu'une abondante recherche sur la question existe, mais le caractère souvent contradictoire et peu concluant des résultats, qui tiennent généralement plutôt du contexte socio-économique et culturel des pays étudiés, n'offrent pas de base solide pour la compréhension du phénomène dans le contexte spécifique du Sénégal.

Dans le souci d'informer le processus politique, une telle étude devrait répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est l'ampleur des contraintes d'accès au crédit et de rationnement des entreprises au Sénégal ?
2. Quels sont les mécanismes économiques (et non-économiques) générateurs de ces contraintes ?
3. La dimension genre est-elle un facteur discriminant important ?
4. En quoi ces contraintes d'accès au financement freinent-elles le dynamisme des entreprises ?
5. Quelles politiques pour un meilleur fonctionnement des marchés du crédit, et quel est le gain de productivité des entreprises associé à un fonctionnement amélioré des marchés ?

Dans le contexte de cette étude empirique, les chercheurs tentent de déterminer l'existence éventuelle de différentiel d'accès au crédit, en particulier entre les hommes et femmes entrepreneurs d'une part, et de mesurer en quoi un tel différentiel pourrait se traduire en différentiel de performance d'autre part.

## Données et méthodes

Les données utilisées proviennent d'enquêtes auprès des entreprises réalisées en 2013. L'échantillon a concerné plus de 600 entreprises situées à Dakar, Kaolack, Thiès et Saint Louis. Des informations détaillées furent collectées, et elles ont porté sur les caractéristiques des firmes, l'activité de production, les finances, entre autres. Les statistiques descriptives offertes dans le Tableau 1 révèlent qu'une proportion d'une entreprise sur trois sont dirigées par des femmes, et qu'elles semblent être légèrement plus enclines à solliciter un crédit et plus chanceuses dans leur demande.

Il est très vraisemblable que ces différences relatives au genre soient dues à des facteurs externes qu'il faudrait alors intégrer dans l'analyse. Pour ce faire, diverses techniques sont utilisées, notamment le modèle de changement de régime endogène (qui lie le niveau d'efficacité des entreprises à l'accès au crédit, au genre et à bien d'autres facteurs), l'approche non-paramétrique de « data envelopment analysis » (pour générer les scores d'efficacité), ainsi que la technique du « propensity score matching » (pour mesurer l'impact de l'accès au crédit sur l'efficacité).

**Table 1: Summary statistics of the data**

	Female-owned	Male-owned	Total sample
	Mean	Mean	Mean
Distribution (%)	34.8	65.2	100.0
Credit application in 2011 (%yes)	20.0	18.1	18.7
<b>Reasons for non-application</b>			
High interest rates	29.9	16.6	21.2
Procedure	14.1	16.0	15.3
Collaterals	6.2	9.0	8.1
Number of applications	1.8	2.0	2.0
Number of rejections	1.2	1.0	1.1
Rejection rates (%)	57.4	39.9	46.4
<b>Reasons for rejection</b>			
Inadequate guarantees (%)	56.0	61.5	0.6
Incomplete applications (%)	21.2	27.7	24.8
Access to credit - loans (%)	17.5	15.0	15.9
Interest rates	11.1	9.6	10.3
Duration (months)	29.3	31.8	31.4
Amount (mln Franc CFA)	58.3	112.8	88.4

## Principaux résultats

### Discrimination dans l'accès au crédit

De façon générale, les résultats obtenus prennent le contrepied de l'idée communément admise que les femmes entrepreneures sont discriminées sur les marchés du crédit au Sénégal. Les résultats suggèrent plutôt que les femmes ont une chance égale à celle des hommes de bénéficier de concours financiers externes lorsqu'elles en font la demande.

Ce résultat semble ne pas s'aligner à ceux que l'on retrouve abondamment dans la littérature économique, en particulier ceux d'une étude qui a montré que cette discrimination existe bien

dans le contexte africain (et pas dans le reste du monde en développement) d'une part, et d'une autre étude qui a montré que le différentiel d'accès existe, mais plutôt à l'encontre des hommes.

Nos résultats qui sont plus spécifiques au contexte socio-économique et culturel du Sénégal apparaissent plus informatifs du fonctionnement des marchés du crédit dans ce pays, et l'absence de discrimination suivant le genre pourrait être indicative d'un niveau de maturité plus élevé du système financier que dans beaucoup de pays en

Si le genre n'est pas un facteur discriminant significatif, les résultats indiquent des éléments plus pertinents dans la détermination des chances d'accéder au crédit, notamment:

1. le niveau d'éducation du gérant : qui renseigne en partie sur la connaissance du processus souvent complexe de demande de crédit, et la capacité de lecture des signaux du marché en termes d'opportunités et de risques de leurs projets qui *in fine* en déterminent la bancabilité ;
2. la distribution sectorielle : les entreprises à forte intensité de capital, synonyme de demande de crédit plus élevée, apparaissent comme étant les plus contraintes, en partie à cause du cycle des affaires plus long, comparées aux entreprises évoluant dans des secteurs plus intensifs en main-d'œuvre et à rotation plus rapide du produit comme le commerce ;
3. la qualité des relations entre la firme et les institutions de crédit : les avances et découverts sont synonymes de confiance et de risque réduit entre la banque et l'entreprise bénéficiaire, qui peuvent par la suite servir d'arguments dans le choix d'octroyer un crédit.

Impact de l'accès au crédit sur la performance des entreprises

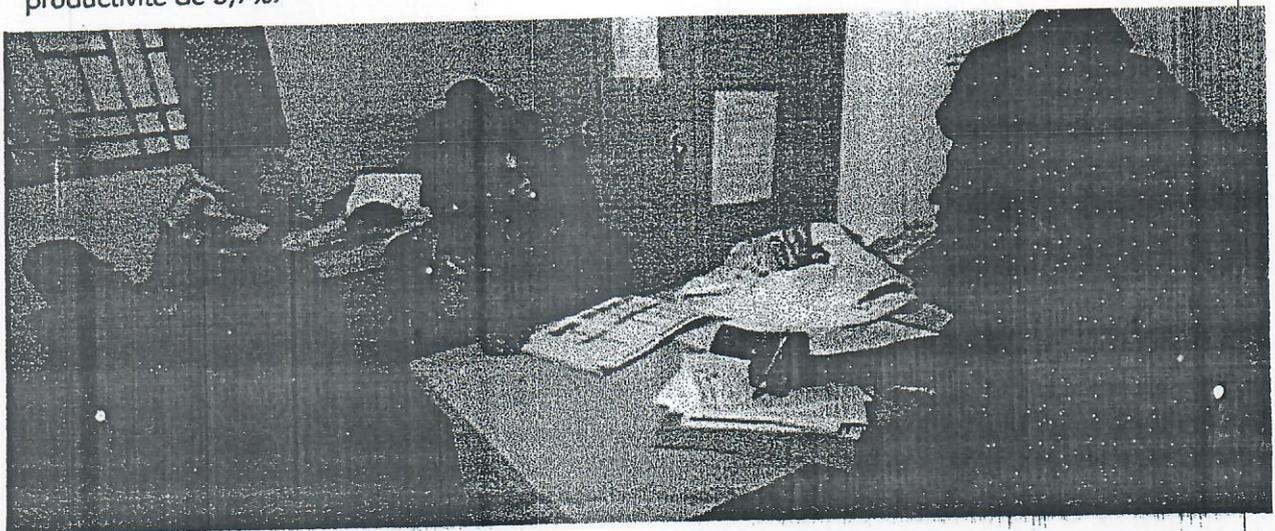
Les résultats indiquent également de façon significative que l'accès au crédit a un impact considérable sur la performance des entreprises. En particulier, offrir du crédit aux entreprises qui n'en bénéficiaient pas contribue à augmenter leur productivité de 5,7%.

Pour les entreprises qui ont accès au crédit mais dont le volume de l'emprunt est inférieur à leur demande potentielle de fonds, la réduction de ce rationnement contribue à accroître leur productivité jusqu'à concurrence de 20,4%. Ces résultats sont suggestifs de tout le potentiel économique associé au concours financier extérieur aux entreprises, notamment la relaxation de la contrainte financière, la possibilité d'accumuler du capital et d'exploiter les opportunités d'expansion et de développement offertes par le marché.

Les résultats indiquent que, toutes choses étant égales par ailleurs, les entreprises dirigées par des hommes ne sont ni plus ni moins productives que celles dirigées par les femmes.

Outre l'accès au crédit et un rationnement moins important, les autres caractéristiques des entreprises les plus performantes sont les suivantes :

1. elles sont dirigées par des managers avec des niveaux d'éducation relativement élevés ;
2. elles sont le plus souvent à capitaux extérieurs ;
3. elles sont localisées pour la plupart hors de Dakar ; et
4. elles tendent à opérer dans le secteur du commerce dont l'intensité relativement élevée en main d'œuvre réduit la dépendance vis-à-vis du crédit et le cycle relativement court des affaires est synonyme de cash-flow relativement important.



## Implications and recommendations for policy

Pas de discrimination sur le marché du crédit, mais un gap existe

Le fait que les résultats suggèrent que le genre n'est pas un discriminant important lorsqu'il s'agit d'accéder au crédit ne devrait point être compris comme une indication d'un abandon des politiques visant à améliorer l'entrepreneuriat féminin. Le narratif qui sous-tend ces politiques publiques devraient plutôt être ajusté.

Leur rationalité devrait plutôt trouver un fondement sur le gap toujours important entre la proportion de femmes dans la population générale (plus de 50%) et la part relativement faible de femmes entrepreneures dans le monde des affaires (environ un-tiers). Ce gap est symptomatique de l'existence d'éléments du climat des affaires et du profil socio-culturel du pays, autres que l'accès au crédit, qui freinent potentiellement la propension à l'entrepreneuriat des femmes. Pour preuve, le fait que les femmes entrepreneures apparaissent comme étant plus éduquées que leur homologues masculins (70% ont atteint le niveau supérieur, contre seulement 48%) est indicatif de la persistance de ces normes sociales et culturelles relativement défavorables.

Des recherches additionnelles pourraient sans doute contribuer à mettre la lumière sur normes institutionnelles, en les identifiant et en expliquant leur traduction en contraintes spécifiques du climat des affaires. De telles recherches pourrait très certainement contribuer à définir les contours de la dimension genre des politiques publiques et à produire tout le bénéfice économique et social attendu.

Comment réduire les contraintes liées à l'accès au crédit

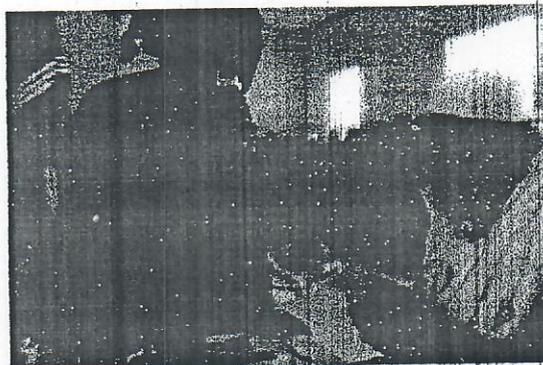
Les marchés du crédit au Sénégal ne produisent pas tout le potentiel qui leur est associé en termes de productivité et de dynamisme des entreprises. Non seulement le taux d'accès au crédit est relativement faible (moins de 16%), mais les entreprises bénéficiaires font encore recours de façon importante à l'autofinancement.

En effet, le volume des emprunts ne représente que 4,5% des besoins de financement des

débiteurs. Par conséquent, étant donné l'effet potentiellement important du crédit sur l'efficacité des entreprises, il existe encore une marge considérable d'action dans le sens de l'amélioration de l'accès au crédit, de la réduction du rationnement du crédit en général et de la performance des entreprises, aussi bien celles dirigées par les hommes que celles dirigées par les femmes.

Ces politiques pourraient chercher à :

1. familiariser les entrepreneurs avec les procédures de demande de crédit et rationaliser ces dernières (14% des entreprises ne soumettent pas de demande car soit elles ne connaissent pas les procédures de demande, soit elles les jugent compliquées, et 21% des rejets sont motivés par des demandes incomplètes) ;
2. aider à convaincre les entrepreneurs et entrepreneures du potentiel économique associé au financement externe et aider avec les garanties
3. un meilleur ciblage des interventions, avec un accent particulier sur les entreprises évoluant dans des secteurs relativement intensifs en capital et donc a demande de crédit plus importante (construction et secteur manufacturier, à l'opposé du secteur du commerce), ainsi que sur les entreprises dont les dirigeants ont un niveau d'éducation relativement faible ;
4. améliorer le fonctionnement des institutions publiques en charge de la promotion de l'accès au financement, comme le FONGIP, l'ADPME, etc.



## Comment améliorer la productivité des entreprises

Dans le but d'améliorer l'efficience productive des entreprises, les mêmes institutions pourront également jouer un rôle important. Les résultats ont suggéré que l'inefficience des entreprises trouve en grande partie son origine dans les modes inadéquats d'organisation et de management. Il pourrait être envisagé des programmes de formation adaptés qui renforceraient les capacités des entrepreneurs.

C'est d'autant plus le cas pour les managers peu éduqués dont les entreprises apparaissent comme étant les moins productives. Ces programmes pourraient cibler les jeunes entrepreneurs ; en particulier ceux dans les régions comme Dakar et Saint-Louis, par opposition à Thiès et Kaolack.

En outre, étant donné que l'accès au crédit accroît la productivité, toute politique qui réussirait à améliorer le fonctionnement des marchés de crédit générerait indirectement des effets positifs sur la performance des entreprises.

Autant de raisons de croire que la problématique de l'accès au crédit et celle de la performance des entreprises ne devraient point être dissociées dans toute approche de définition de politique publique.

**Ce résumé est basé sur le projet PMMA-12576, réalisé grâce à l'appui technique/scientifique du Partenariat pour les politiques économiques (PEP) et au soutien financier du Gouvernement du Royaume-Uni (UK Aid) et du CRDI du Canada.**

**Pour en apprendre davantage sur les méthodes et résultats de cette étude, veuillez consulter le cahier de recherche PEP 2015-14**

